

# LES ÉLUS ET LES ASSOCIATIONS D'HABITANTS

*Contribution aux débats de la rencontre régionale des associations d'habitants du 11 janvier 1992 à Quimper. Ce texte, rédigé et proposé par des membres de l'UQEA à partir de leur expérience, n'engage que ses auteurs. Il est destiné à alimenter la réflexion des participants.*

-oOo-

Le tableau présenté dans ces quelques pages n'est pas exhaustif, la division en catégories des élus locaux répond à des critères arbitraires et manque évidemment de nuances. Il faut donc y voir seulement une contribution volontairement réductrice et quelque peu polémique au débat.

Remarque préliminaire: Sont exclus de ce tableau ceux des élus pour qui la politique est le moyen de s'enrichir ou de préserver des privilèges. Nous partirons du principe qu'un élu est désintéressé et met toute son énergie au service de la collectivité, car il nous semble qu'à l'échelon local il en va la plupart du temps ainsi.

-oOo-

## 1) LES CANDIDATS ET LES PRINCIPES :

Tout le monde se réclame de la démocratie, tout le monde affiche un intérêt plus ou moins électoral pour l'opinion des habitants, certains plus que d'autres font la cour au mouvement associatif dont ils sont eux-mêmes issus.

- Il y a ceux qui ont un peu peur de nous et savent nous ménager quand il le faut,...
- ... et ceux pour qui nous sommes un élément essentiel du fonctionnement démocratique de la cité.
- Entre ces deux attitudes, tous les mélanges sont possibles, et au niveau individuel il n'y a pas nécessairement de coïncidence avec les clivages politiques traditionnels.

## 2) LES ÉLUS ET LA RÉALITÉ DE LA GESTION MUNICIPALE :

DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE : Entre les principes de la démocratie et les exigences des pouvoirs économiques en place, la contradiction est totale. Face à cette situation, plusieurs attitudes des élus sont possibles:

- Jouer le jeu des pouvoirs économiques par conviction, pour le bien supposé de la collectivité. Dans ce cas bien évidemment, les souhaits des citoyens passent au second plan. Les revendications de la base prennent alors une forme conflictuelle et les relations entre les citoyens et les élus se fondent sur un rapport de force. Les associations d'habitants peuvent remporter des succès si la mobilisation est suffisante.
- Donner la priorité absolue à l'expression démocratique, quitte à desservir les intérêts des groupes de pression économiques. Cette attitude implique une volonté politique très forte et s'appuie nécessairement sur un tissu associatif serré et actif. Pour un élu, c'est certainement le choix le plus difficile, car il bouscule trop d'intérêts puissants.
- Essayer de concilier des "nécessités économiques" présentées comme incontournables et les principes de démocratie. C'est certainement l'attitude la plus ambiguë, fondée sur une jonglerie permanente. On pratique les formes de la démocratie (concertation, consultation, information ...), mais les décisions continuent à être prises ailleurs. Les grands perdants sont les citoyens et leurs associations, pris au piège dans des structures d'apparence démocratique mais au pouvoir nul.
- Baisser les bras devant la puissance des "partenaires" économiques et enterrer la mort dans l'âme les beaux principes énoncés pendant la campagne électorale. C'est alors l'élu qui devient l'otage d'une politique qu'il n'a pas souhaitée. Comme sa bonne foi est reconnue des habitants et de leurs associations, ceux qui exercent le pouvoir réel l'utilisent volontiers comme tampon, mais cette ambiguïté ne peut durer, et petit à petit il perd la considération de ses interlocuteurs.
- Bien évidemment tous les panachages imaginables sont possibles entre ces cas de figure.

DÉMOCRATIE ET TECHNOCRATIE : Le mot de "technocratie" n'a rien de péjoratif. Il s'agit d'une forme de pouvoir comme une autre, résultant d'un choix de société. Les décisions "technocratiques" ne prennent en compte que des critères techniques (faisabilité, rentabilité, etc...), à l'exclusion de tout choix idéologique. Il est indéniable que des structures techniques fiables et compétentes sont une nécessité objective sans laquelle ceux qui ont en charge la gestion de la collectivité se condamneraient à l'impuissance ou à des erreurs graves. Mais bien souvent il s'agit de structures très lourdes, prisonnières des habitudes et peu aptes à l'innovation audacieuse.

Comment dans ces conditions imposer des solutions techniques nouvelles répondant à des choix idéologiques différents ? Bien des élus se sont cassé les dents sur cet obstacle.

- Les uns se satisfont parfaitement de l'existence de ce pouvoir parallèle, dont le fonctionnement en principe non idéologique s'accorde la plupart du temps fort bien avec les intérêts des groupes de pression économiques.
- d'autres décident de prendre le problème à bras-le-corps, affirment la prééminence du politique sur le technique et s'efforcent d'imposer leur point-de-vue. Cela implique de la part de l' élu qu'il sache s'entourer d'avis compétents et qu'il s'appuie sur les structures démocratiques de base que sont les associations d'habitants.
- et puis encore une fois il y a ceux qui baissent les bras, laissant les technocrates imposer leurs solutions. Ils sont frustrés, ne se l'avouent pas toujours et finissent bien souvent par reconnaître le pouvoir de fait des "techniciens".

### 3) LES ÉLUS ET LES CITOYENS

#### LA QUESTION DE LA LÉGITIMITÉ

- Ayant été portés au pouvoir par le suffrage universel, les élus ont pour eux une légitimité indiscutable. Leurs décisions ne peuvent être légalement remises en cause en cours de mandat, et si les citoyens sont mécontents de l'usage qui est fait de leur délégation de pouvoir (promesses non tenues, choix contestables, manque de transparence, etc ...), ils peuvent sanctionner une équipe par leur vote aux prochaines élections.
- Il est également parfaitement clair que les associations d'habitants ne peuvent jamais prétendre à une légitimité qui leur donnerait un droit de décision dans les instances de gestion municipale. Il s'agit en effet de structures très diverses ne remplissant pas la plupart du temps les conditions formelles d'un fonctionnement démocratique et leur ambition n'est pas de gérer une ville, dont elles n'ont pas une vue d'ensemble.
- Ces deux points ayant été posés en préalable, il reste que:
  - Les associations d'habitants ont à juste titre conscience de représenter les citoyens et leurs intérêts.
  - Les élus ont besoin des informations, des suggestions et des critiques des citoyens afin d'appuyer ou d'infléchir en permanence leur politique en cours de mandat, tant il est vrai que **LA DÉMOCRATIE FORMELLE N'EST PAS LA DÉMOCRATIE TOUT COURT.**

**LA PRATIQUE** : Étant donné le caractère "non règlementaire" des relations entre élus et associations d'habitants, la pratique est fort diverse et dépend de très nombreux facteurs qu'il est impossible d'analyser en quelques lignes. Constatons simplement la diversité des situations:

- Il est des élus, heureusement de plus en plus rares, qui méprisent souverainement les associations d'habitants. Les relations ne peuvent alors qu'être conflictuelles.
- Il y a ceux qui recherchent honnêtement les suggestions ou les critiques de la base, consultent systématiquement et sans arrière-pensée les associations et tiennent compte de leur avis.
- Il y a ceux qui, en toute bonne foi, se sentent investis en tant que représentants du peuple d'une légitimité qui confine au droit divin et confondent consultation et information filtrée. Selon eux, la responsabilité du pouvoir est si lourde qu'il ne saurait être question d'en laisser une parcelle à des structures aussi incertaines que des associations d'habitants.
- Et bien sûr il y a toutes les formes intermédiaires possibles, avec toutes les divergences et contradictions qui règnent à l'intérieur même d'une équipe municipale, ceux qui croient honnêtement consulter les habitants mais sont en fait utilisés par d'autres , ceux qui ... ceux qui ... etc ...

### 4) CONCLUSION PROVISOIRE

L'état actuel des relations entre les élus et les habitants est loin d'être satisfaisant. La "NOUVELLE CITOYENNETÉ" est souvent pour l'instant un concept idéal bien éloigné de la réalité de notre pratique. Il faut espérer que nos rencontres permettront d'avancer sur la voie de la démocratie locale.